

Défis de Québec solidaire pour la prochaine période Canicule, tornades, guerres, réfugiés, crise imminente et repli identitaire **Impuissance du parlement, remobilisation à la mode 1972 et 2012**

The Times They Are A-Changin' chantait Bob Dylan il y a un demi-siècle du temps des grandes mobilisations qui réclamèrent en vain la fin des dictatures du grand capital à l'Ouest, des bureaucraties prétendument socialistes à l'Est et de l'impérialisme au Sud. La défaite de ces grandes mobilisations, faisant suite au dévoiement des révolutions du XX^{ie} siècle abandonnées par les peuples gavés de consommation de masse et de société-spectacle des pays impérialistes, a ouvert la porte au tsunami néolibéral qui a noyé la planète entière dans le « capitalisme pur ». Ces grands échecs stratégiques du siècle dernier ont causé un grand changement des temps, non ceux sociaux appelés par Dylan mais celui du climat.

Renouveler l'internationalisme autour de l'axe écologique pour arrêter la putréfaction de l'Humanité

Ce changement cristallise la fin de l'équilibre écologique planétaire de l'Holocène ayant vu l'émergence de la civilisation. De celle-ci a émané le capitalisme global de l'Anthropocène que les grands soulèvements n'ont pu arrêter car la grande division des peuples l'a emporté sur leur grande unité solidaire demeurée mythique. Ce capitalisme ultime a su régler à sa façon consumériste, lugubre imitation populaire de l'accumulation du capital, la contradiction de classe aux dépens de la Nature dont pourtant l'Humanité fait partie. Le capitalisme du XX^{ie} siècle avait compris que pour vaincre la Révolution il pouvait, par le pillage de la Nature, créer l'illusion de réduire le taux d'exploitation (ou de plus-value) par l'augmentation continue du salaire réel, privé et social, perçue comme préférable à la diminution du temps de travail. La déliquescence de la Nature finit par entraîner la putréfaction de l'Humanité. Cette putréfaction s'incarne dans l'exacerbation des identités lesquelles l'emportent sur la commune humanité que peut seul construire subjectivement le front uni des peuples dont le prolétariat est le noyau dur. De cette éclipse historique surgit l'hydre de l'homophobie, du racisme, du sexisme et de la xénophobie invitant au combat de l'auto-anéantissement final.

À moins que se ressaisissant les peuples ne retrouvent dans la grande lutte de classe contre le capitalisme le chemin de l'internationalisme. La grande lutte contre la pauvreté, les inégalités et la précarité, que le néolibéralisme a envenimée, et celle pour la démocratie, la dignité et la paix dont la compétition exacerbée entre des capitaux jamais autant concentrés et centralisés ont fait des cymbales retentissantes, ne s'en imbriquent pas moins dorénavant dans celle pour l'intégrité des grands équilibres écologiques pour la survie de l'humanité que sont à anéantir la croissance exponentielle des gaz à effet de serre (GES) et la sixième grande extinction des espèces. Le nœud fusionnel de cette rencontre appelle à un nouveau but pour la lutte de classe du XXI^{ie} siècle, soit le socialisme de plein emploi écologique qui transforme la grande revendication transitionnel du siècle passé vers la société sans classes en une revendication libérée de son boulet d'accumulation de produits de consommation, du jetable et de l'obsolescence programmée. Ce projet de société, une fois assurée la production matérielle de base sur un mode de sobriété et d'économie d'énergie complété par les énergies solaire, éolienne et géothermique, vise la maximisation du temps libre et la création massive d'emplois de service public, tassant la domination du marché et dont les femmes sont les grandes spécialistes, en soi peu énergivores sauf en énergie humaine et surtout créateurs de riches rapports sociaux et de multiples innovations technologiques.

L'implantation urgente du projet de société ou l'apocalypse du catastrophisme et des guerres sans fin

L'urgence écologique a dorénavant pénétré les consciences en particulier celle de la jeunesse. Sans riposte massive dans la perspective d'un projet de société de socialisme de plein emploi écologique, le catastrophisme sèmera le désarroi et le désespoir jusqu'à l'extension jamais vue des maladies mentales. L'idéologie de l'austérité personnelle prolongera celle de l'austérité gouvernementale permettant le financement dispendieux du capitalisme vert. Sera stigmatisée la propension à enfanter des peuples et des couches pauvres en opposition au dé-natalisme soi-disant responsable des « classes moyennes ». La réaction haineuse y trouve le terreau fécond de la paralysie sociale pénétrée par le chacun pour soi semé depuis une génération par l'idéologie néolibérale et son atomisation sociale pétrie de consumérisme. Les boucs émissaires encaisseront les coups pendant que sous la protection de ses polices et armées le lointain capital financier régnant sur le monde à la tête de sa poignée de transnationales se cadennassera dans ses îlots de fraîcheur au milieu des déserts torrides.

Cet apocalypse, celui-là imposé par l'impérialisme et ses relais locaux, devient déjà la réalité des moyens-orientés, des afriques noires et des amériques centrales qui s'enlisent dans les guerres impériales, sous-impériales et celles de leurs miroirs inversés djihadistes. Cet apocalypse n'attend pour déclencher son cours dans nos pays nantis que le retour de la Grande Récession ou quelque autre crise politique. En attendant cognent aux portes des forteresses, d'où émanent guerres et misères, les réfugiés les plus braves ou plus futés qui ont compris que vaut mieux loger dans les racoins de l'ancre du monstre que de crever dans la plaine aride et bombardée. Le monde est au pied du mur. Inutile d'invoquer une opinion publique fabriquée, géant aux pieds d'argile, pour se défilé des impératifs catégoriques des sciences climatique et biologique, indestructible diamant pouvant couper les pires carapaces opportunistes.

Les Solidaires s'ajustent à la nouvelle perspective mais gardent le chemin cul-de-sac du capitalisme

C'est ce renversement de perspective qu'a entrevu Québec solidaire lors de la dernière campagne électorale en donnant la priorité à la question écologique... avant de tout gâcher en le ramenant dans l'ornière du capitalisme. Le projet de société Solidaire fait la partie belle au capitalisme vert au point de modifier et de mettre à l'écart des aspects clefs du programme du parti (cible GES 2030 faisant les deux tiers du chemin vers la cible gouvernementale, marché du carbone régressif et inefficace) tout en n'en rajoutant sans débat préalable au sein du parti (soutien à l'auto solo électrique qui maintient étalement et congestion urbains et qui pollue par ses batteries, train aérien REM et ligne de métro « rose », grands projets inutiles en lieu de transport public bon marché inséré dans la trame urbaine disputant l'espace à l'auto solo).

Le tout récent rapport du GIEC démontrant la nécessité de ne pas dépasser une augmentation de la température terrestre de 1.5°C par rapport à l'ère pré-industrielle commande une baisse mondiale des émanations de 45% par rapport à 2010 sur la base de scénarios incluant majoritairement captage et séquestration de gaz carbonique (BECCS) et augmentation de l'énergie nucléaire sans tenir compte du principe de la responsabilité historique différenciée¹. La correction de ces failles mènerait les pays du vieil impérialisme à environ une cible de 75-80% pour 2030 par rapport à 1990. (Le très centriste parlement européen vient de hausser sa cible 40% pour 2030 à 55%, ce qui reste insuffisant mais est quand même supérieur à celle Solidaire.)

À cet égard, le Canada fait largement partie du problème y compris le Québec qui bien que ne produisant pas d'hydrocarbures en consomme tout autant que le restant du Canada moins la part modeste pour le chauffage domestique ayant recours à l'hydroélectricité. Non seulement le plan Solidaire serait-il financé par le régressif marché du carbone pour les dépenses courantes mais aussi, pour les dépenses d'immobilisation, par les contributions futures au Fonds des générations qui de ce fait n'iront pas à la lutte contre l'austérité dans la santé et l'éducation comme la gauche sociale l'a toujours réclamé. Pour combler la mesure, la porte-parole principale a montré patte blanche devant la Chambre de commerce par la remise aux Calendes grecques des nationalisations stratégiques des ressources naturelles et par la renonciation à tout jamais de l'expropriation de la Finance qui pourra ainsi exercer tout le chantage voulu de grève d'investissement ou de fuite des capitaux pour maintenir le plan Solidaire à l'intérieur des bornes du capitalisme vert tout à fait incapable de respecter l'objectif de 1.5°C.

Suite aux tornades, une mini crise de réfugiés internes ignorée par Québec solidaire

La priorité écologique a été corroborée par la grande canicule estivale qui récemment faisait grimper le score électoral des Parti vert bavarois, belge et luxembourgeois mais dont les Verts québécois n'ont guère su profiter étant donné leur déconnexion et leur marginalité vis-à-vis la société québécoise. Les Solidaires ont récolté la mise d'autant plus que lors de la fin de la campagne électorale une tornade sans précédent avec des vents en pointe aussi forts qu'un ouragan de force cinq vint frapper Gatineau (et Ottawa)² y endommageant plus de 1600 logements et mettant à la rue pour une période prolongée entre 600 et 1000 personnes³. Le futur Premier ministre du Québec eut beau affirmer qu'il n'y avait pas de lien avec la crise climatique, tout le monde avait compris. Mais on comprend moins bien pourquoi Québec solidaire est resté silencieux après coup au lieu de soutenir les demandes des organisations populaires et même de réclamer la réquisition des logements vides, en

1 Pour une explication plus détaillée, : Marc Bonhomme, [Le « Sommaire pour les décideurs » du rapport « Le réchauffement global à 1.5°C » du GIEC](#) --- Un exercice d'équilibre entre science et politique qui freine l'urgence d'agir, Presse-toi-à-gauche, 13/11/18

2 Wikipédia, [Tornades d'Ottawa et de Gatineau en 2018](#), visité le 23/10/18

3 Annabelle Caillou, [Tornades à Gatineau: des organismes s'inquiètent pour les sinistrés](#), Le Devoir, 27/09/18

particulier propriété des corporations privées, pour au moins temporairement loger gratuitement les sans logis d'autant plus qu'un grand nombre sont des locataires à bas revenus, sans assurances et souvent d'immigration récente. Il y avait là une mini crise d'afflux de réfugiés internes complètement ignorée par les Solidaires.

La mobilisation sociale réellement existante reléguée aux oubliettes Solidaire

Ce nouvel omerta s'ajoute au refus de soutenir publiquement et d'appeler à la mobilisation pour les manifestations du regroupement citoyen « La planète s'invite dans la campagne » devenu « La planète s'invite au parlement ». Amende honorable a été fait pour la manifestation du dix novembre de 50 000 personnes mais le dispersé cortège Solidaire ne comportait que bannières au vent sans aucun message. Il ne suffit pas, surtout quand on est le troisième parti d'opposition même suite à une bonne campagne ayant permis une notable avancée électorale, de dénoncer la cécité écologique du nouveau gouvernement affairiste et identitaire. Le secret de Polichinelle pour améliorer le rapport de forces écologique, qui devient le noyau du rapport de forces social tout court, consiste d'abord à appuyer le mouvement écologique qui bouge, en particulier s'il est à l'intersection du mouvement syndical comme c'est le cas pour cette pétition de 8 000 professeurs qui réclament la gratuité du transport en commun pour les sorties scolaires, ce que n'a pas fait le parti.

Cette négligence s'ajoute à de semblables dichotomies commises durant la campagne électorale⁴. Québec solidaire y avait laissé tomber le parti de la rue en n'appuyant pas publiquement ni les grévistes de la Société des alcools du Québec (SAQ), mais plutôt les petits producteurs qui veulent avoir accès à ses tablettes, ni les mobilisations « La planète dans la campagne » malgré la pression pro-active de maints militantes et candidates. Pour les lock-outés de l'aluminerie ABI propriété de ALCOA et de Rio Tinto, le parti a fait le service minimum en les visitant une demi-heure avec son autobus, une des huit activités de cette journée-là, ce qu'avait aussi fait le PQ. Idem après la campagne pour la manifestation anti-raciste alors que la CAQ dorénavant au gouvernement agitait déjà l'enjeu ressuscité du voile islamique. On commence à distinguer un modèle inquiétant d'unilatéralisme parlementaire à la Syriza alors que l'histoire nous apprend que rien de substantiel ne sort du parlement à moins de s'en servir comme une force de frappe pour mobiliser la rue. Après la campagne réussie de parti des urnes ayant mobilisé la militance des quelques milliers est venu le temps de celle permanente du parti de la rue fouettée par l'ardeur de la députation ragaillardie à moins qu'elle ne tombe pas dans l'ornière facile de l'électoratisme dénonciateur et moralisateur. L'électorat du parti pourrait être prêt à voter avec ses pieds si le parti lui indiquait le chemin à suivre pour atteindre le socialisme du plein emploi écologique.

Il lui faudra appuyer et s'appuyer sur chaque pierre, dut-elle être un modeste caillou, pour faire un autre pas en avant quitte à bifurquer puis revenir et au risque de devoir glisser sur des roches chambranlantes. La grève perle du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) pour surtout la sécurité d'emploi et des heures de travail régulières, peut-être le plus à gauche du syndicalisme canadien avec son appui ouvert à la cause palestinienne et avec sa campagne pour une banque postale⁵, offrait une autre occasion en or d'appui et même de mobilisation le cas échéant. Comment ne pas voir que la banque postale revendiquée ne pourrait pas être cette prémisse de la banque d'État promue, trop discrètement, par les Solidaires. Comment ne pas surtout voir que la popularisation de cette campagne du STTP pourrait être l'amorce d'un débat sur la nécessité d'une socialisation de l'ensemble du capital financier dans un Québec indépendant, outil indispensable de financement des grands travaux écologiques et du grand dérangement social implicites au socialisme du plein emploi écologique. Ce sont ces appuis, mobilisations, perspective et débats qui hâteront le jour du renouement, et au-delà, avec les grandes mobilisations historiques à la mode 2012 et surtout de 1972 quand le peuple québécois avait flirté avec une brève situation pré-révolutionnaire⁶.

Comme pour la lutte écologique, une tactique blockadia-alternatiba contre la résurgence identitaire

Ce grand dessein que n'a pas (encore) Québec solidaire, la CAQ au gouvernement a mis peu de temps à le contrer si ce n'est à titre préventif. La CAQ sait que son programme d'austérité-privatisation créera énormément de mécontentement qui pourrait déborder dans la rue, que le retour fort probable de la crise économique et/ou d'une nouvelle vague de réfugié comme en 2017 créera une crise politique. Il lui faut un bouc émissaire. Attiser la xénophobie islamophobe pimentée de revanchisme mâle humilié par le mouvement #moi-aussi et toujours à

4 Marc Bonhomme, [Élections : le Québec politique se polarise mais ne résiste pas à la vague droite – Une campagne Solidaire à deux niveaux](#), ESSF, 10/10/18

5 Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), [Campagnes et enjeux](#), visité le 24/10/18

6 Marc Bonhomme, [Québec : Leçons d'hier, impératif d'aujourd'hui – Une grève sociale pour briser l'austérité permanente](#), ESSF, 3/08/14

fleur de peau du vieux nationalisme canadien-français, jadis antisémite et le restant, fait parfaitement l'affaire. Contre cette réaction de peur morbide entretenue par l'impérialisme et ses médias depuis l'attentat contre les tours de New-York, la vague dénonciation à la Solidaire ne suffit pas tout comme sa tergiversation à la Bouchard-Taylor à propos de la politique caquiste du voile combinant sexisme et islamophobie.

Non seulement faut-il appeler ce cancer par son nom mais on se doit de tuer ce débat mortifère en le contrant par celui de la lutte contre la discrimination particulièrement en emploi, dont la reconnaissance des diplômes, et concernant le logement tout en se ralliant à la position de la Ligue des droits et libertés qui démontre que la législation existante est amplement suffisante pour y parvenir à condition qu'elle soit appliquée sur la base d'une volonté populaire. Sur cette question, une contre-attaque par en bas s'impose laquelle peut être amorcée par une enquête populaire sur la discrétion systématique quitte à en réclamer une gouvernementale. Cette enquête viserait non pas à stigmatiser le peuple québécois pour la plus grande joie du chauvinisme anglo-saxon mais à pointer du doigt les pratiques réellement existantes de la discrimination pour mieux les combattre. Et sans oublier la discrimination religieuse contre les femmes quelque soit la religion mais surtout celle de l'Église catholique au sujet de laquelle il faut absolument réclamer une enquête sur la pédophilie comme le font certains états étasuniens.

Un mouvement écologique urbain basé sur la populaire gratuité du transport collectif

À cette répartie « blockadia-alternativa » à l'encontre du resurgissement identitaire s'impose la contre-partie du toutes et tous ensemble pour le socialisme de plein emploi écologique. Le parti doit revenir à la rue en misant sur la revendication clef de la gratuité du transport en commun laquelle, lors de la campagne électorale, a tellement retenu l'attention que tant les Libéraux que le PQ se sont sentis obligés de l'imiter mais en évacuant son essentiel caractère universel. Et voilà que surgissait comme un cadeau du ciel ce mouvement embryonnaire d'une pétition de 8 000 professeures réclamant la gratuité du transport en commun pour les sorties scolaires. Le parti n'a pas profité de l'occasion de l'appuyer par les moyens médiatiques les plus forts à sa portée. Il aurait pu convoquer une/des assemblée(s) publique(s) de ses très nombreux membres professeures, étudiantes et écologistes où ses porte-parole et leurs porte-parole auraient été à la tribune afin de discuter comment construire ce mouvement. Il faut saisir l'occasion pendant qu'elle passe pour construire ce parti de la rue sans lequel le parti des urnes demeurera impuissant, même s'il était majoritaire, pour réaliser notre projet de société. Il y a là la prémisse de ce grand mouvement écologique urbain de type « alternatiba » qui manque temps au Québec, en complément de celui « blockadia » et hors régions métropolitaines contre les hydrocarbures.

ESQUIVER LE DÉBAT IDENTITAIRE POUR METTRE DE L'AVANT CELUI ÉCOLOGIQUE TOUT EN ENFERMANT CE DERNIER DANS LE STÉRILE PARLEMENTARISME EST UNE DOUBLE ERREUR STRATÉGIQUE. CETTE ERREUR OUVRE LA VOIE À UN ÉNIÈME RETOUR DU MONSTRE SORTI DES ÉGOÛTS DE L'HISTOIRE ET QUI CETTE FOIS POURRAIT BIEN S'INSTALLER À DEMEURE COMME IL EST EN TRAIN DE LE FAIRE AU BRÉSIL SUR LA BASE D'UN SOUTIEN POPULAIRE MAJORITAIRE, CE QUE NI LE NAZISME ALLEMAND NI LE FASCISME ITALIEN N'AVAIENT RÉUSSI. EST-CE LA FAILLITE HISTORIQUE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE IRRÉMÉDIABLEMENT GANGRÉNÉE PAR L'ARGENT ET PAR LES MANIPULATIONS DU POUVOIR BOURGEOIS TOUT AUTANT QUE PAR SON SUCCÈS PARADOXAL À NEUTRALISER LA GAUCHE PARALYSÉE PAR CE QUE LÉNINE APPELAIT LE « CRÉTINISME PARLEMENTAIRE » ?

Le pilier indépendantiste du projet de société décroché de son pilier écologiste

La stratégie de l'évitement des politiques radicales mais nécessaires combinée à celle de la priorité à l'activité parlementaire qui en est la justification non seulement fait-elle du pilier écologique-économique du projet de société un piédestal au capitalisme vert mais elle ratatine le pilier politique à un piédouche pour l'indépendantisme nationaliste fort en symbolisme et en palabres mais faible en transformation sociale. De là il n'y a qu'un pas à franchir pour « rêver », comme le répète souvent la porte-parole principale, d'une Assemblée constituante indépendantiste suspendue dans l'éther constitutionnel sans lien essentiel avec le pilier capitaliste vert du projet de société. La réaction fédéraliste ne ferait qu'une bouchée d'une telle Assemblée indépendamment de tout formalisme démocratique dont il a montré le mépris tant en 1970 qu'en 1995. Le parti délaisse complètement le débat complexe de l'articulation entre lutte écologique et lutte indépendantiste ce qui l'obligerait à considérer la socialisation complète de la Finance pour un contrôle populaire de la totalité de l'épargne nationale comme étant indispensable à la réalisation du socialisme de plein emploi écologique et pour se libérer du Canada pétrolier tant dans son axe économique Toronto-Calgary que dans celui politique Toronto-Ottawa. Faut-il souligner que se débarrasser de l'emprise du capital financier c'est se mettre sur la route du « *dépassement du capitalisme* » stipulé dans le programme Solidaire.

En lieu de ce débat crucial, le parti s'amuse à jouer au chat et à la souris avec le formalisme du serment à la Reine puis nargue le code vestimentaire de l'Assemblée nationale pendant qu'une partie de sa militance, fascinée par l'étroite arithmétique électoral des pactes souverainistes, se reprend de passion pour la convergence avec un PQ à l'agonie. On reste perplexe à constater qu'une partie de la gauche Solidaire reste accrochée à la centralité de ce débat devenu d'arrière-garde au lieu de prendre à bras-le-corps le débat écologique dans toute sa concrétude proprement politique. Ne peut-on constater que, sans la connivence Solidaire qui le traînerait comme un boulet, ce parti du prétendu rassemblement souverainiste de la droite qui le dirige et de la gauche qui suit voit sa base fondre au soleil des antagonismes sociaux dans une société polarisée par le néolibéralisme. La droite nationaliste, apeurée par l'opposition croissante entre le 1% et le 99%, a perdu le goût de l'indépendance vue désormais comme une folle aventure. Le PQ la remet hypocritement aux Calendes grecques pour revenir par spasmes à l'antique méfiance identitaire canadienne-française incapable de se projeter dans l'avenir et capable des pires dérivées... quelque soit son chef retord ou sa chef douceuse. Laissons sa droite aller à la CAQ et invitons sa gauche restante à nous rallier individuellement ou collectivement.

Pour un collectif anticapitaliste luttant dans le parti contre le capitalisme vert et le parlementarisme

Il y a amplement de pain sur la planche pour un collectif anticapitaliste Solidaire s'incarnant dans la politique du parti et de la société tout en s'opposant à une direction se prenant au piège du capitalisme vert et de l'indépendantisme nationaliste et empêtré dans le parlementarisme. Admettons que les tâches d'un tel collectif seraient autrement plus complexes et inconfortables que ceux d'un collectif s'en tenant à la propagande ou faisant son travail indépendant de terrain à l'ombre du parti ou se donnant le rôle d'aile gauche de la direction pour à la fois lui faire une critique limitée mais tenue pour légitime au sein de la direction tout en la protégeant des critiques plus systémiques. La convergence avec le PQ divisait stratégiquement le parti et sa direction. L'aile gauche s'y est opposée mais sans jamais critiquer l'orientation programmatique du parti qui poussait dans cette direction. Ce qui fait qu'après trois votes en congrès rejetant cette convergence, il se trouve encore une tendance la défendant malgré que les résultats électoraux aient conforté la direction et la majorité dans sa politique du refus. Mais tant que la soif pour des ministères en combinaison s'il le faut avec le parti de la (petite-)bourgeoisie dite progressiste, réminiscence de cette stratégie de front populaire qui a perverti les anciens partis du « socialisme réel », prévaudra sur celle pour une révolution écologique et économique venant d'un soulèvement populaire, la tentation des pactes opportunistes ne mourra pas.

Il n'en reste pas moins que ce débat jamais à négliger est devenu secondaire par rapport à celui central sur l'orientation du parti, son programme et sa pratique vis-à-vis le mouvement social. Il n'y a cependant pas d'appétit pour ce débat de la part de la direction du parti qui ne le légitimera pas tant il met à nu son parti-pris pro-capital et parlementaire. Il n'y a qu'à se souvenir du passage en force contre le programme de la réduction de la cible GES 2030 et du marché du carbone par la direction du parti au Conseil national de mai 2018. Un anticapitalisme politique, loin de la facilité idéologique des grands colloques, n'en est pas moins d'accord avec la Déclaration de principes seul document programmatique voté à la fondation de 2006 (écologisme, gauche, démocratie, féminisme, altermondialisme, pluralisme, souveraineté, participation aux élections et aux luttes sociales). Il l'est aussi avec les revendications cibles de la dernière campagne électorale (soins dentaires à 60% gratuits, transport en commun à moitié prix, gratuité scolaire jusqu'au doctorat inclus, fin du financement des écoles privées, construction annuel de 50 000 logis sociaux écologiques, salaire minimum à 15\$ l'heure, ouverture 24/7 des centres locaux de santé et de services sociaux, réduction et demi-salarisation de la rémunération des médecins, embauche proportionnelle à leur part dans la population des néo-québécois dans les services publics...).

C'est sur cette base d'unité que l'anticapitalisme politique se dissociera du projet de société de capitalisme vert et de l'indépendantisme nationaliste du parti tout comme de son réductionnisme parlementaire et de ses tergiversations identitaires. Il leur opposera un socialisme du plein emploi écologique et un indépendantisme internationaliste par un parti-mouvement centré sur la rue dont la tâche prioritaire sera la construction d'un grand mouvement et d'une grande mobilisation écologique urbaine en complément de ceux des hydrocarbures.

Marc Bonhomme, 28 octobre et revu le 13 décembre 2018,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca